



Algérie - Le défi du pays: Nécessité d'une transition rapide vers la modernité

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 25 octobre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

« *En ces temps d'imposture universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire.* » **George Orwell**

A l'invitation de l'Association les Amis d'Averroès de Toulouse, j'ai donné une conférence sur la « Résilience et la transition vers la modernité ». L'auditoire était composé pour la plupart d'Algériens, mais aussi de Français pieds-noirs progressistes. Tout au long de l'exposé que j'ai scindé en trois parties, j'ai tenu d'abord à expliquer comment il est fait à tout pays qui veut imprimer sa marque dans le temps et donner aux différentes générations qui se succèdent un sentiment d'appartenance, un legs indivis.

Dans mon exposé j'ai développé l'idée d'un récit national avec des repères qui font à la fois appel à l'histoire et à la géographie. J'avais situé généreusement les premiers balbutiements de l'homme, aussi en Algérie, en rapportant avec une certaine fierté, la formidable nouvelle parue le 30 novembre 2018 dans une revue de haute qualité scientifique, celle faisant de l'Algérie le deuxième berceau de l'humanité, il y a 2,4 millions d'années, par suite des recherches archéologiques du côté de Sétif sur le site de Aïn Bournane. Bien plus tard, on doit, à Arambourg la mise à jour de l'homme de Tifernine, près de Mascara il y a 1,7 million d'années. Ensuite au paléolithique moyen, vers 45 000 ans avant J.-C., le néandertalien, 35 000 ans le moustérien et l'atérien, l'épipaléolithique vers 20 000 ans avant J.-C. Ce sera ensuite l'homo sapiens de Mechta Afalou avec les premières œuvres. Le néolithique à - 10 000 ans, on parlera ensuite de méditerranéen et les premières expressions artistiques rupestres, notamment dans le Tassili n'Ajjer.

Lorsque les Berbères émergent à l'Histoire, ils sont déjà un peuple, une langue, des royaumes. Certaines populations ont fusionné avec les indigènes sur une période de plus de trente siècles. La venue des Romains dura plus de six siècles jusqu'à la moitié du cinquième siècle. Ensuite l'Algérie a connu les invasions vandales et byzantines qui durèrent un siècle chacune. Jusqu'à l'invasion arabe porteuse d'une religion, l'islam, vers 670. Graduellement, les contingents arabes furent assimilés et, du fait de la religion et de la langue, le peuple amazigh s'enrichit d'une nouvelle dimension, l'arabité. L'Algérie eut ensuite à subir l'occupation ottomane pendant trois siècles et enfin l'invasion coloniale française un matin de 1830 qui a vu perdurer le calvaire des Algériens et des Algériennes pendant 132 ans !

Au Maghreb actuel, des nations avec les attributs d'Etat se sont succédé. Ainsi, Massinissa battait monnaie quand l'Europe n'avait pas encore émergé aux temps historiques, exception faite de la civilisation gréco-romaine. Ce Maghreb a vu naître des hommes illustres avec un rayonnement certain dans le monde méditerranéen d'alors ; Apulée et

saint Augustin pensaient en Amazighes, mais s'exprimaient en latin. Plus tard avec l'avènement de l'islam, les érudits écrivaient en arabe et bien plus tard, ils utilisèrent le français. Il n'est pas inutile de citer le fait que le Maghreb, a donné trois papes à la chrétienté et que saint Augustin sera l'un des pères de l'Eglise.

La femme algérienne dans le récit national

Durant toute son « histoire », la résilience de l'Algérie fut aussi l'œuvre de la femme africaine du Nord, maghrébine, « algérienne » qui fut de tout les combats et de toutes les douleurs . Nous citerons les plus connues, comme Tin Hinan, la princesse du Hoggar, Damia (la Kahina) vers la fin du VIIIe siècle, ce sera ensuite, Fatma Thazougath qui était à la tête d'un « royaume » dans les Aurès. Ce sera ensuite Lalla Fathma N'Soumer à la tête de troupes de combattants qui défendit la Kabylie longtemps avant d'être vaincue, d'être faite prisonnière et de mourir en prison. Nous arrivons enfin à la guerre de libération ; ce sont des dizaines d'héroïnes qui combattirent pour la liberté. Beaucoup tombèrent en martyres Hassiba Ben Bouali, Raymonde Pescharde, Malika Gaïd, Fadela Saâdane. Quelques-unes sont encore en vie comme Louissette Ighil Ahriz, Djamilia Bouhired, Anny Steiner.

Le récit national par les faits

J'ai particulièrement zoomé sur la période coloniale et rapporté que la guerre d'épouvante des colonnes infernales françaises qui faisaient des ravages parmi la population en tuant, blessant traumatisant les populations, en les enfumant, en brûlant leur récolte, n'a pas affaibli la lutte des Algériens et des Algériennes pendant plus de 80 ans à partir de l'invasion de 1830, jusqu'à l'année 1910. Les Algériens tentèrent une autre forme de lutte : la lutte politique. C'est ainsi que l'Emir Khaled, petit-fils de l'Emir Abdelkader, capitaine dans l'armée française, déclara pour la première fois la nécessité de l'autodétermination de l'Algérie en écrivant même au président américain Wilson qui avait annoncé la nécessité de la libération des peuples asservis. Il n'y eut pas de suite, pas plus d'ailleurs avec le combat de Messali Hadj et celui de Ferhat Abbas Et ceci jusqu'aux massacres de masse de mai 1945 qui sont un tournant. Les Algériens avaient compris qu'il n'y avait qu'une seule façon d'arracher l'indépendance, c'est la lutte armée. Sept années et demie, d'une lutte sans merci où le pouvoir colonial aidé par l'Otan déversa toute son armada en vain, son napalm, mis en œuvre la torture. Un million de morts, des dizaines de milliers de blessés et de traumatisés à vie, 10 000 villages détruits, furent le prix payé pour cette indépendance chèrement acquise où le peuple algérien dans son ensemble se battit pour la dignité.

Après la conférence qui a duré une heure, une salve de questions ont toutes porté sur le procès du système, sans concession aucune, remontant très loin dans un jugement sévère où les ressentis personnels sont amalgamés avec les données objectives. Dans mon exposé concernant la politique énergétique j'avais dit qu'avant 1980, plus exactement durant le règne de Boumediene, l'essentiel du raffinage algérien et l'essentiel de la pétrochimie datent de cette époque. J'avais répété encore une fois ce que j'avais dit dans une interview de L'invité de la rédaction de la Chaîne 3, que nous sommes redevables à cette époque d'avoir laissé une capacité de raffinage de 22 millions de tonnes, des complexes GNL à Skikda et Arzew de plus de 15 milliards de m³ de gaz, des complexes de pétrochimie, notamment la production d'éthylène, de polyéthylène, de PVC, d'engrais azotés et phosphatés. C'est aussi de cette période que date le complexe d'El Hadjar. Bref, chaque fois qu'un dollar provenait de la rente, il était en partie investi dans l'aval.

Le débat s'est de fait d'abord centré sur le procès de Boumediene et sur tous les travers

d'un système pendant 57 ans. Tout cela pour avoir affirmé que durant l'ère Boumediene, au-delà de ce qu'on peut lui reprocher à juste titre pour s'être emparé d'une façon brutale du pouvoir et d'avoir éliminé ses adversaire, il n'empêche qu'il y avait une vision traduite par un plan triennal et deux plans quinquennaux. Un héritage de plusieurs complexes pétrochimiques, une capacité de raffinage de 22 millions de tonnes de pétrole. Une capacité de liquéfaction du GNL, le complexe d'El Hadjar et, tant d'autres réalisations qui ont été minutieusement détricotées par les gouvernants suivants et, notamment pendant la dernière double décennie du mépris de la honte et de la gabegie, qui a vu partir en fumée l'équivalent de 1000 milliards de dollars sans rien créer de pérenne si ce n'est une vie de sursis en sursis. Ce pactole est à comparer avec les 25 milliards de dollars engrangés en 13 ans et qui sont de loin, moins importants même si on compte l'inflation.

L'amère réalité

L'Algérie est un pays rentier qui ne crée pas de richesse et qui, de plus, a été gouverné par une satrapie qui a mis le pays en coupe réglée. Deux indicateurs : le baril de pétrole a chuté de 80 \$ à 60\$, en six mois, le gaz est passé de 6 \$ à 2,4 \$ le million de BTU en quelques mois. Nous sommes mono-exportateurs d'hydrocarbures à 98 %. Le gaspillage est un sport national. Rien que la capitale, Alger, qui compte 2 millions de véhicules dont 1/4 est en circulation permanente, « une heure d'embouteillage entraîne une perte en carburant d'une valeur de 500 000 dollars, ceci faute de n'avoir pas développé les transports en commun ».

Si ce phénomène de consommation débridée persiste, l'Algérie aura de moins en moins d'hydrocarbures à exporter et dans tous les cas de figure ce n'est pas la loi sur les hydrocarbures telle qu'elle est proposée qui sauvera le pays d'une banqueroute annoncée, car les réserves de changes s'amenuisant, le train de vie du pays fait comme si le pétrole vendu était à 115 \$, l'Algérie sera à sec dans trois ans.

Seule une stratégie d'ensemble, qui concerne le futur du pays à la fois en amont et en aval, pourra donner une perspective. Il ne faut plus consommer pour consommer, il faut procéder à une rupture systématique avec le système actuel qui fait que nous devons consommer moins en consommant mieux et surtout en consommant de plus en plus vert avec l'appel à marche forcée aux énergies renouvelables, solaire, éolien, géothermie biomasse. Pour ce qui est d'exporter, la philosophie devrait être la suivante : chaque baril extrait de l'amont et vendu, devrait correspondre dans l'aval à son équivalent en énergie électrique verte qui sera de plus en plus la norme. Le choix de partenaires qui nous permettront de développer le pays en énergie solaire est déterminant ; l'Algérie devra parallèlement prendre le train de la locomotion électrique, il n'est plus question de faire de l'Algérie le réceptacle de tout ce qui ne se vend plus en Europe ou en Asie !

Où en sommes-nous ?

A tort nous pensons que nous sommes le nombril du monde, notamment depuis le 22 février 2019. Par le fait que nous avons protesté et continuons à le faire sans heurt. Mais ceci n'est pas dû simplement à la maturité du peuple qui défile, mais aussi à la maîtrise de la situation de la gestion des manifestations de la part des forces de l'ordre. Regardons ce qui se passe autour de nous. Les Gilets jaunes en France, ce sont plus de 12 000 arrestations, plus d'un millier de condamnations, des centaines de blessés et des dégâts matériels importants.

Dans d'autres pays c'est pire, voyons ce qui se passe au Soudan, en Egypte et en Irak, ce sont des dizaines de morts ! Il est donc malvenu de dire que les services de sécurité ne

comptent pas, que l'armée est à démolir ! Par ailleurs, j'ai dit et redit que les aspirations du Hirak n'étaient pas monolithiques après la respiration démocratique du début. Il y a, sans se le cacher, des courants qui ont intervenu pour imprimer leurs agendas.

Ceci n'a pas plu à certains intervenants. Il n'a pas été possible d'avoir un débat serein dans cette enceinte censée promouvoir le débat serein, la raison telle que la voyait Averroes dont cette association se revendique. Dans le débat, les activités du Hirak étant présentées comme la norme universelle indiscutable, j'ai eu toutes les difficultés du monde à me faire entendre en vain devant certaines interventions qui me paraissent dénuées d'équilibre, me rappelant le jugement sans appel sur la psychologie des foules quand l'un des intervenants, parmi les plus vindicatifs, parlait de confier les rênes du pays à un haut parleur militant du fait qu'il sait parler aux foules qui n'entendent pas raison et sont prêtes à lyncher celui qui les contredit.

J'ai dit alors que je ne pouvais donner ma voix à quelqu'un qui maîtrise les deux cents mots de la langue de bois et dont la valeur ajoutée à l'émancipation du pays me paraissait discutable tant qu'il n'aura pas prouvé de mériter la confiance du peuple.

L'Algérie dans le monde

Il n'est pas question pour faire plaisir à quelques agités - à distance, ils ne sont pas au pays - de confier les rênes à la hussarde à des personnes quand bien même elles savent parler, mobiliser, entraîner les foules ce qui n'est malheureusement pas un signe de maturité. Pourtant, j'ai expliqué pédagogiquement comment je voyais les choses. D'abord, en disant que le Hirak n'a pas fait émerger des personnalités candidates à l'élection présidentielle. De plus, j'avais dit que si le Hirak voulait s'enquérir de la transparence des urnes, pourquoi ne participerait-il pas au contrôle de l'élection de A à Z ?

Au risque d'avoir été un prophète de malheur, j'ai mis en garde contre les menaces que fait peser une conjoncture internationale « très inquiétante », dont ont eu à pâtir des pays tels que le Soudan démembré de près de la moitié de son territoire, ou de la Libye et du Yémen présentement confrontés au chaos où même de la Syrie et de l'Irak millénaires qui ont perdu leur unité territoriale et même ethnique à telle enseigne que le vivre ensemble fruit d'un subtil équilibre millénaire entre les communautés n'est plus qu'un souvenir.

Voulons-nous de cela ? m'étais-je interrogé devant quelques participants galvanisés, avec un parti pris inquiétant qui fait apparaître comme des traîtres, voire des criminels tous ceux qui s'opposent à leur motivation, qui ont monopolisé la parole en s'agrippant d'une façon compulsive au passé, au procès alors que je proposais de regarder vers l'avenir. Pourtant, dans toutes mes interventions, qui sont publiées j'avais dit que les conditions préalables à la tenue de l'élection n'étaient pas réunies tant que les jeunes emprisonnés pour avoir brandi un emblème censé symboliser le territoire de Tamazgha n'étaient pas libres et tant que les reliquats de l'ancien système étaient toujours aux affaires

J'assume avoir dit et avoir expliqué pédagogiquement que nous ne pouvons pas continuer à être en roue libre, nous devons aller vers l'élection présidentielle le plus rapidement possible. L'armée dont on veut faire le procès est la colonne vertébrale du pays. Elle a montré sa maîtrise de la situation. Ceux qui disent que c'est normal ce qui se passe chaque vendredi, notamment ceux qui sont loin et comme je l'ai martelé lors de la conférence, les partisans du « Armons-nous et partez » n'ont pas le droit de jeter de l'huile sur le feu, confortablement installés sur l'autre rive. On ne peut pas vivre la détresse algérienne par

procuration, je les invite à venir rejoindre le chaudron ou à tout le moins d'être honnêtes si ce mot a un sens.

Une Révolution tranquille qui a vu 35 vendredis et autant de mardis, des hommes et des femmes circuler librement avec des pancartes, qui, au fil des jours, changent de stratégie. Imaginez le sang-froid qu'il faut développer pour n'avoir aucune victime ni blessés, on se dit qu'il faut remercier les forces de police pour leur sang-froid. Il faut remercier l'administration de n'avoir pas baissé les bras, nous avons les commodités, nous avons la nourriture...

Certes, il faut regretter et j'ai dénoncé plusieurs fois l'arrestation des jeunes, les hommes politiques et surtout le commandant Bouregaâ qui est pour nous une icône qui nous relie à la prestigieuse révolution de Novembre.

Pourquoi nous devons aller à l'élection présidentielle

L'armée a un rôle à jouer dans l'accompagnement du processus. Une fois un régime établi, elle rejoindra ses casernes et pourquoi faire un procès aux futurs dirigeants de l'armée qui sont de plus, des universitaires de haut vol et qui eux aussi ont des parents dans le Hirak. La discipline n'excluant pas le sentiment d'attachement à ce désir de liberté. Nous ne pouvons avancer que par des ruptures. La transition sans tarder vers la deuxième République est la voie à suivre. Cette République qui, dans la nouvelle Constitution, aura à graver dans le marbre ; cet héritage indivis que nous partageons depuis près de trente siècles, à savoir le socle identitaire premier : la dimension amazighe enrichie par l'apport de la langue arabe 18 siècles plus tard.

Les vrais défis du pays sont nombreux et il est navrant de tenter de disperser les énergies du peuple du 22 février. La sagesse voudrait que l'armée et le peuple fassent appel à des personnes de consensus et je verrai bien le commandant Bouregaâ jouer ce rôle. Il rentrerait dans l'histoire en acceptant de se présenter aux élections ; Son aura nous permettra de sortir de cette épreuve par le haut Nous avons besoin d'apaisement. Car la mise en route de l'Algérie ne devrait pas souffrir de retard. Après, c'est le chaos, à moins de mettre rapidement la machine en marche.

Il est donc malvenu de perdre du temps, la nation algérienne possède les atouts propres à la faire sortir de la crise. Comme signe d'apaisement je verrai une fois de plus la libération de tous les détenus d'opinion, le départ même symbolique des derniers reliquats de l'ancien système Nul doute que cela donnerait la possibilité pour les Algériennes et les Algériens de pouvoir s'impliquer pour la surveillance des urnes afin d'assurer une transparence totale.

Le prochain président devra sans tarder remettre la machine en marche sur les grands dossiers, ouvrir sans tarder le chantier de la Constitution sous l'observation permanente du Hirak jusqu'à ce que les fondamentaux de la Constitution, les libertés individuelles et l'alternance au pouvoir, soient votés et gravés dans le marbre. L'Algérie aura alors à rattraper son retard pour reprendre sa place dans le concert des nations.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger

Article de référence :

<https://www.lexpressiondz.com/chroniques/l-analyse-du-professeur-chitour/transition-rapide-vers-la-mo-dernite-316858>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **[Chems Eddine Chitour](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca